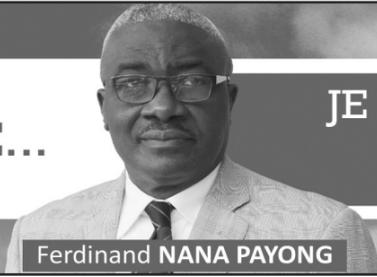


LE TEMPS POLITIQUE...

JE SERAI LE PORTE-PAROLLES
AUTORISÉ



Ferdinand NANA PAYONG

N°373 du mardi 11 septembre 2018

infoMatin

Quotidien

400 Fcfa

2^e année

L'actualité autrement

Présidentielle 2018

Le Diamaré-Est promet 100% à Paul Biya

P.3

Devant Grégoire Owona, Issa Tchiroma et Joseph Le en invités d'honneur, le président de section, Hamadou Sali, a mobilisé sa base politique afin de faire mieux que les 98,18% de 2011.



Chantiers de la Can 2019

Un hôtel échoue au test de résistance à Garoua

P.9

Un communiqué de l'entreprise en charge des travaux rendu public, hier, explique les causes de l'incident.

Enlèvement des élèves en zone anglophone

L'Unicef condamne la barbarie
des sécessionnistes

P.2

Lutte contre le réchauffement climatique

200 foyers améliorés distribués
aux femmes à Bangangté

P.8

ENLÈVEMENT DES ÉLÈVES EN ZONE ANGLOPHONE

L'Unicef condamne la barbarie des sécessionnistes

Dans une déclaration datant du 06 septembre, le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance, Jacques Boyer, s'insurge contre l'intimidation des enfants et la tuerie du personnel enseignant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Près de cinq mille enfants ont retrouvé le chemin des classes le 03 septembre sur l'ensemble du territoire national. Malheureusement, et comme c'est le cas depuis deux ans, un grand nombre n'a pas eu ce privilège dans les régions dites anglophones suite au climat de peur instauré par les bandes armées. Affrontements entre combattants sécessionnistes, villes-mortes, intimidation des populations, des élèves et du corps enseignant, incendie des établissements, prises d'otages et bien d'autres, ces actes d'obstruction à l'éducation se multiplient, empêchant aux élèves de jouir pleinement de leur droit à l'éducation. Cet état de chose a fini par susciter l'indignation de l'institution onusienne qui note que les écoles sont devenues des théâtres de violence contre les élèves, le personnel enseignant et administratif et condamne de ce fait, « tout acte de violence, enlèvement, intimidation et agression des écoles et rappelle que les écoles et leurs élèves doivent être protégés ». Pour l'Unicef, tous les enfants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à l'instar des autres enfants du Cameroun doivent impérativement retrouver en toute quiétude, le chemin de l'école, d'où l'appel à la protection de ces enfants à travers son représentant au



Cameroun. Cette sortie de l'Unicef vivement, a été appréciée par des internautes, qui ont à leur tour condamnée la violence qui sévit en ce moment dans les Région du Nord-Ouest et de Sud-Ouest. C'est le cas par exemple de Jean Pierre Eyenga, qui

certainement n'en revient pas à propos de violences que subissent les élèves et interroge : « Tuer des enfants ? C'est la totale. Ça fait deux ans que ça dure, vous allez rendre gorge ! », a-t-il dit. La déclaration de l'Unicef ici fait suite d'abord à l'enlèvement de sept élèves et trois

enseignants le 04 septembre, à Buea et à Bamenda par des sécessionnistes. Parmi les enlevés, il y avait le principal de la Presbyterian church and science school (Pcss) du Bafut dans le Nord-Ouest. Celui-ci a été retrouvé abandonné dans une brousse 24 heures plus tard dans un état d'inconscience, le corps couvert des traces de torture. L'hebdomadaire Jeune Afrique précise que ses doigts avaient été coupés et une de ses jambe broyée. Dans un communiqué rendu public le 05 septembre, Issa Tchiroma, porte-parole du gouvernement, rapporte aussi l'assassinat du directeur d'une école à Bamenda ainsi que l'attaque du Lycée de Melin à Kumba dans le Nord-Ouest et du collège Saint Joseph de Buea dans le Sud-Ouest. En 2017 déjà, cette partie du pays, paralysée par une crise sociopolitique depuis 2016, a aussi connu une ambiance morose. Dans la localité de Kidem à une centaine de kilomètres de Bamenda, des gendarmes tentant d'interpeler des suspects identifiés comme des trafiquants de stupéfiants, se sont heurtés à une résistance farouche de la part de ces derniers. Selon un communiqué du ministère de la Défense, un gendarme été grièvement blessé pendant les échauffourées.

Avis de décès

Mme Mfegue Abanda Firmine Julienne Épse Etoundi Biyidi

Faire-part

- La Grande famille Etoundi à Yaoundé
- La Grande famille Mvog Abena à Yaoundé
- La Grande famille Etenga à Bikok
- La Grande famille Mveng Atemengue à Yaoundé
- La Grande famille Etoundi Philippe à Yaoundé
- La Grande famille Atangana Omgba Conrad à Nsam
- La Grande famille Abanda Essomba Aloys à Nkoa Ebe par Bikok
- La Grande famille Abanda Abena Joseph à Nkoa-Ebe
- La Grande famille Etoundi Essomba à Nkoa-Ebe
- M. et Mme Abanda Atangana Paul à Bikok
- M. et Mme Abanda Abanda Félix Aloys à Douala
- Mme Awono Marie-Thérèse à Obala
- M. et Mme Ndzana Abanda Xavier à Yaoundé
- M. et Mme Essomba Etoundi Roger à Yaoundé
- M. et Mme Abanda Armand Claude à Yaoundé
- Mme Omgba Abanda Clarisse
- M. et Mme Fouda Jacques

- M. Etoundi Biyidi Simon-Pierre, ses enfants et petits-enfants à Yaoundé,

Ont la profonde douleur d'annoncer le rappel à Dieu de leur épouse, fille, mère, sœur, belle-sœur, tante, grand-mère et arrière-grand-mère

Mfegue Abanda Firmine Julienne Epse Etoundi Biyidi

Décès survenu le lundi 20 août 2018 à Yaoundé des suites de maladie.

Programme

Vendredi 14 septembre 2018

- 16h 00 : levée de corps à la morgue de l'Hôpital général
- 17h 00 : arrivée et installation de la dépouille au domicile de la défunte à Tongolo (face Clinique Edou)
- 20h 00 : messe et veillée jusqu'à l'aube.

Samedi 15 septembre 2018

- 10h 00 : début des cérémonies traditionnelles
- 14h 00 : messe
- 16h 00 : inhumation
- 16h 30 : collation et fin des cérémonies.



1946-2018

PRÉSIDENTIELLE 2018

Hamadou Sali promet 100% à Paul Biya

Devant Grégoire Owona, Issa Tchiroma et Joseph Le en invités d'honneur, le président de section a mobilisé sa base politique de Diamaré-Est afin de faire mieux que les 98,18% de 2011.

René Atangana, envoyé spécial

C'est une effervescence quasi-inédite qu'a connue la localité de Bogo, dans le département du Diamaré (Extrême-Nord), ce 9 septembre à l'occasion d'un méga-meeting organisé par l'honorable Hamadou Sali. Le président de section du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), pour le Diamaré-Est, a en effet battu le rappel des troupes à la Place des fêtes.

Le meeting a été rehaussé par la présence de nombreux membres du gouvernement dont le ministre du Travail et de la Sécurité sociale (Mintss), par ailleurs secrétaire général adjoint du Comité central du Rdpc, Grégoire Owona, le patron de la Communication (Mincom), Issa Tchiroma Bakary ainsi que son collègue de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), Joseph Le. Devant une foule des grands jours constituée de militants, sympathisants du parti au pouvoir et autres potentiels électeurs de cette circonscription politique, le non moins membre du Comité central du Rdpc a exhorté l'ensemble des citoyens en âge de voter, dans l'arrondissement de



Bogo, à accorder leurs voix au président-candidat lors du scrutin du 07 octobre. L'homme, qui est à son quatrième mandat à

l'hémicycle de Ngoa-Ekelle, a en effet démontré que le président national du Rdpc mérite d'être plébiscité, «car il est le meilleur

choix pour les populations de cette unité», dira-t-il. L'ancien président du conseil d'administration (Pca) de la Cameroon Railways (Camrail) cite à cet effet quelques réalisations du Renouveau dans cette partie du pays. Sans être exhaustif, il évoque pêle-mêle le bitumage de la route Maroua-Bogo, l'érection d'un grand château d'eau pour alimenter des milliers de familles en eau potable, la construction de 250 écoles primaires, toutes équipées en tables-bancs (une exception, dans l'Extrême-Nord), l'admission de 130 fils et filles de l'arrondissement à l'École normale supérieure (Ens) de Maroua, la promotion des fils et filles de la localité à de hautes fonctions administratives. Pour cela, Hamadou Sali appelle à un vote franc et massif pour Paul Biya, mieux encore qu'en 2011 où le score avait été de 98,18%. Et dans cet ultime objectif, l'élu entend mener une campagne de proximité afin d'inciter les populations à accorder leurs votes à celui dont les réalisations en faveur de Bogo parlent d'elles-mêmes et, pourquoi pas, atteindre cette fois, les 100% de suffrages exprimés.

Loyalisme et détermination à Bogo

Plus qu'enthousiastes, la majorité des participants au meeting de dimanche semblaient conquis par le discours du député. Bello Ali, la trentaine entamée, est sous le charme : «Le président Hamadou Sali est très dynamique, et c'est d'ailleurs pour cela qu'il est très populaire chez les jeunes. Quand il donne une consigne de vote comme celle d'aujourd'hui, nous ne pouvons que le suivre. Nous allons d'ailleurs, nous-mêmes, nous charger de convaincre ceux de nos sœurs et frères, qui semblent encore sceptiques, d'aller voter Paul Biya le 07 octobre.» Et Hawaou, commerçante, de renchérir : «En aucun jour, nous ne pourrions décevoir notre député parce qu'il ne nous a jamais déçus. Sa consigne de vote sera massivement suivie.» Plus tôt, en matinée, la section Rdpc du Diamaré-Est a tenu sa conférence à laquelle prenait part le secrétaire général adjoint du Comité central. Et les prises de parole, ici comme pendant le meeting qui s'en est suivi, tournaient autour du même objectif : mobiliser les responsables de la section autour du plébiscite de Paul Biya au soir du 07 octobre. S'adressant à ses camarades,



Grégoire Owona a rappelé que le président Paul Biya compte énormément sur Bogo pour sa réélection, car cet arrondissement a toujours été «un bastion imprenable du parti au pouvoir». Pour cela,

l'orateur a invité les uns et les autres à n'accorder aucune attention aux messages de propagande venus des vendeurs d'illusions et autres politiques du dimanche. En clôturant la conférence de section, Grégoire

Owona a appelé au resserrement des rangs à la base, ainsi qu'à la présence effective dans les bureaux de vote le jour dit, afin de garantir une victoire sans fioritures de Paul Biya, le 7 octobre.

CRIMINALITÉ FAUNIQUE

Des stratégies pour une lutte efficace

Le comité interministériel de suivi du plan d'action national a débattu sur la problématique lors de sa première session tenue à Ebolowa la semaine dernière.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Bien qu'illégal, le braconnage est devenue une activité florissante au Cameroun. D'où la destruction chaque jour, de plusieurs espèces dans ses forêts par des réseaux de trafiquants qui s'étendent au-delà des frontières du pays. Les éléphants ici constituent la principale cible puisque d'après Joseph Lekealem, directeur de la faune et des aires protégées au ministère de la Faune et de la Forêt (Minfof), le kilogramme d'ivoire a atteint un record de 16 millions de francs Cfa sur le marché international. Pour éviter leur extinction, les experts nationaux en matière de faune et de flore ont séjourné à Ebolowa du 6 au 7 septembre dans l'optique de trouver des stratégies pour lutter efficacement contre le braconnage et le trafic illicite des produits fauniques. Spécifiquement, il s'est agi pour les participants de suivre la mise en œuvre du Plan national pour l'ivoire (Pani) mis en collaboration avec les sectoriels impliqués, d'identifier les problèmes de mise en commun des activités entre les sectoriels et en proposer des solutions. Ils ont également évalué l'efficacité de la mise en œuvre du Pani, proposer des ajustements et orientations des activités du Pani en vue de renforcer la lutte contre le trafic des ivoires.



Même si la situation actuelle va vers la diminution progressive du phénomène du braconnage avec la rareté des saisies sur le terrain, il est nécessaire de maintenir le dispositif de surveillance en éveil. «On note vraiment une meilleure dynamique de service en charge de l'application de la loi. Les stratégies sont développées à plusieurs niveaux qui siègent chacun pour faire le point», laisse entendre Simon Essissima, Brigadier National et point focal du système d'information sur le commerce illicite d'éléphants. Au

terme des travaux, les participants ont été imprégnés de la problématique de la criminalité faunique et en particulier celle des éléphants. Par ailleurs, ils se sont accordés sur le mode de lutte commune. Il est attendu que les responsabilités des autres sectorielles impliquées dans la mise en œuvre du plan d'action national soient établies en vue d'une meilleure collaboration et que les difficultés dans la mise en commun des activités entre les sectorielles soient identifiées.

Rappelons que l'État a mis en place, un cadre institutionnel légal en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers en vue d'appuyer la lutte contre le braconnage. Après trois ans de mise en œuvre du plan d'action national, il était opportun que ce comité ad-hoc interministériel siège dans le cadre des missions qui lui avaient été assignées et envisage des stratégies pouvant conduire à l'éradication de la criminalité faunique avec un accent particulier sur l'éléphant.

Avis de décès

Patriarche Mendimi Célestin Mathieu

Faire-part

- La grande famille Mvog Ebanda de Nkolmesseng par Yaoundé
 - La grande famille Mvog Ebanda d'Akono
 - La grande famille Etenga d'Offoumou Nselek par Ngoumou
- Epouse, enfants, petits enfants, amis et connaissances.

Ont la profonde douleur d'annoncer le

décès de leur fils, époux, père, grand-père, beau-père

le patriarche Mendimi Célestin Mathieu

survenu le 26 août 2018 à l'hôpital central de Yaoundé de suite de maladie.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.



SYSTÈME ÉDUCATIF

Ce que proposent les candidats au scrutin présidentiel

Le 07 octobre, les électeurs camerounais se rendront aux urnes pour élire un président de la République. Sur la ligne de départ, 09 prétendants à la magistrature suprême ont finalement été retenus par l'organe en charge des élections au Cameroun, Elecram. Il s'agit du chef de l'Etat sortant, Paul Biya du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), de Garga Haman Adji de l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add) et Adamou Ndam Njoya de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), toujours au rendez-vous mais jamais vainqueurs. Joshua Osih du Social democratic front (Sdf), Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Cabral Libii porte étendard du Parti Univers, Akere Muna porté par le

Front populaire pour le développement (Fpd), Ndifor Afanwi Franklin du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn), et Serge Espoir Matomba du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) qui vont tenter une première expérience. En attendant donc le lancement officiel de la campagne électorale, chaque postulant à la plus haute fonction de l'Etat s'active sur le terrain, en multipliant les contacts avec leur électorat. Ceci annonce une élection présidentielle très animée en octobre au Cameroun. Thème par thème, les principales propositions de tous les candidats engagés dans la course à Etoudi sont alléchantes. Mais quelle place tient l'éducation dans leurs programmes ? En parcourant les propositions des uns et des autres,

presque tous les candidats en font une priorité. Dans l'ensemble, ils souhaitent garantir l'égalité sur l'ensemble du territoire dans l'accès à l'éducation et dans le contenu des enseignements délivrés. Les plus audacieux entendent définir la politique de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique d'un Cameroun moderne, ambitieux pour son développement et le positionner comme un pôle majeur sur le marché des centres de transmission de la connaissance et du savoir. Telles les hirondelles qui annoncent le printemps, les grandes manœuvres se font également ressentir sur ce terrain là. Alors que l'heure de vérité se rapproche à grands pas, Infomatin passe en revue la politique dans le secteur de l'éducation des différents candidats.

Le programme de Paul Biya au scanner

Tous les candidats ont de grandes mesures concernant l'éducation. Du côté des challengers du président sortant, l'on entend repenser le système éducatif.

Mamouda Labaran

À quelques jours du lancement de la campagne officielle en vue de la présidentielle du 07 octobre, le programme électoral du candidat Paul Biya, pour lequel il souhaite être réélu pour le prochain septennat, n'est toujours pas connu. Néanmoins, l'on sait l'offre de l'homme du 06 novembre 82 ne s'éloignera pas du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce), « boussole de l'action gouvernementale » pour la période 2010-2020 et qui est en cours d'actualisation. Ce Dsce prévoit le renforcement de l'éducation par la facilitation de l'accès à l'éducation de base et aux premiers cycles des enseignements secondaire, général et technique. Résumés dans un document disponible sur le site internet de la présidence de la République, les quatre pôles d'action pour l'émergence à l'horizon 2035 dans le secteur éducatif et de la formation professionnelle sont : le développement de l'éducation de base ; la densification de la carte scolaire et des institutions d'enseignement maternel, primaire et secondaire, technique et professionnel ; et l'amélioration de l'offre de formation académique, universitaire et professionnelle. L'agenda post 2015 et les Objectifs de développement durable (Odds) des Nations-Unies représentent un engagement crucial pour le Cameroun en tant que partie prenante, notamment l'objectif numéro 04, qui



invite les gouvernements à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Après la réforme de l'Ecole nationale supérieure des postes et télécommunications (Enspt) avec une orientation vers les Technologies de l'information et de la communication (Tic) en octobre 2016, Paul Biya devrait en toute logique, au cours de la prochaine campagne électorale, faire des promesses en termes de création d'autres centres de formation de recherche appliquée et des

incubateurs dans les métiers des Tic, afin que le Cameroun devienne véritablement un « pays de la connaissance, de l'innovation et de l'entrepreneuriat » comme le scande son gouvernement.

De la théorie à la pratique. Au sein des partisans du candidat sortant, l'on brandit de bons points du système éducatif national, grâce aux nombreuses réformes entreprises par le président sortant Paul Biya, dans le but de donner à chaque citoyen camerounais, une éducation de qualité. En effet, au Cameroun, l'État

est au cœur du système éducatif. Pour combler donc les manquements du système éducatif, Paul Biya a instruit de joindre la théorie à la pratique, en équipant par exemple les établissements de matériel informatique, de laboratoires, et de salles permettant aux élèves de mettre les connaissances théoriques en pratique. Parallèlement, il y a l'octroi de plusieurs bourses aux lauréats. Ce sont ces quelques réformes qui portent aujourd'hui leurs fruits. De fait, les autorités administratives de tutelle estiment leurs objectifs atteints au cours de l'année scolaire écoulée, et croient également que l'avenir est prometteur. Seulement, cet avis n'est pas partagé par certains candidats à la présidentielle qui disent avoir les solutions miracles. Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), par exemple, propose une réforme du système éducatif « afin d'élever son niveau, d'accroître ses performances et de l'orienter vers une éducation entièrement [tournée] vers des objectifs de développement ». Tandis que Me Akere Muna le porte-étendard du Front populaire pour le développement (Fpd) souhaite faire appel à la conjonction de deux principaux facteurs : la mise en place (restauration) de meilleures conditions de travail des enseignants et la modernisation des infrastructures.

Kamto pour une éducation de développement

Tout en fustigeant le système éducatif actuel, le candidat du Mrc fait des propositions tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Henri Bomba

La professionnalisation et la numérisation

Adamou Ndam Njoya et Franklin Ndifor Afanwi, candidats à l'élection présidentielle 2018, ont saisi la période des rentrées scolaires comme opportunité pour développer leurs différents programmes de société relatifs à la réforme du système éducatif au Cameroun. C'est ainsi que l'évangéliste Franklin, investi par le Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn) face à la presse le 4 septembre, dit avoir décelé les failles du système éducatif et entend faire de ce dernier un modèle par la professionnalisation. De ce fait, il prévoit moraliser les milieux scolaires. « Nous allons fixer un quota à tous les promoteurs des établissements détenteurs d'agrèments, quels que soient les standards de l'établissement scolaire », annonce Franklin. En outre, le leader du Mcnc se penche également sur l'importance des Ntic. C'est d'ailleurs à cet effet que son chargé de la communication en langue française, Sam Sévérin Ango, s'est exprimé : « le porte-flambeau du Mcnc veut tout numériser avec la professionnalisation des enseignements depuis l'école primaire en leur dotant d'ordinateurs », explique-t-il. Cette politique éducative tirera avantage des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic), apprend-on. Le leader de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), Adamou Ndam Njoya partage aussi cette orientation politique qui lie le numérique à la formation des citoyens camerounais. D'où l'urgence de procéder, selon lui, à « la réforme du système éducatif camerounais, où l'économie numérique est à développer et à promouvoir », apprend-on du secrétaire à la communication de l'Udc, Mongwat Ahidjo. Il prévoit aussi de mettre en œuvre la gratuité de l'école avec un caractère obligatoire pour tous les jeunes.

Marie Hélène Ndong (stagiaire)

« Nous disons oui à une éducation à la sexualité qui exalte les bonnes mœurs. Cependant, nous sommes opposés à ce qu'elle s'appuie comme c'est le cas ici sur des biais et un esprit racoleur, car l'objectif de bonne éducation à la sexualité peut être atteint en préservant une certaine pudeur ». Ainsi s'insurge le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) au sujet du contenu d'un livre inscrit au programme du secondaire dont voici les références, "L'excellence en science 5ème, livre de l'élève", des éditions Nmi Éducation. Toujours dans la lancée de récrimination à l'encontre du système éducatif actuel, le président du Mrc regrette le fait que « la multiplication des universités d'État, pourtant nécessaire, s'est faite sur des bases politiques, dans l'impréparation totale et sans objectifs identifiables. La libéralisation de l'Enseignement supérieur, au lieu de créer les conditions d'une offre de formation compétitive et de qualité, est apparue comme un acte de démission de l'État », peut-on lire dans le projet de société du Mrc de 2012, et qui subit actuellement un toilettage en vue du scrutin présidentiel du 07 octobre. Mais au-delà de s'insurger contre ce livre, le candidat du Mrc propose déjà un programme global pour l'éducation au Cameroun. Maurice Kamto et tous ceux qui le soutiennent sont nostalgiques d'une époque où le pays avait un système éducatif parmi les plus performants d'Afrique. Le parti note qu'à défaut d'avancer ou même de conforter ce statut, on a plutôt reculé. S'il est élu président de la République, M. Kamto propose donc une réforme du système éducatif « afin d'élever son niveau, d'accroître ses performances et de l'orienter vers une éducation entièrement [tournée] vers des objectifs de développement ». Au niveau quantitatif, le Mrc veut atteindre un taux de scolarisation de 100% à un horizon de 10 ans au niveau de l'éducation de base. Par ailleurs, « la création des universités ne constituera plus un cadeau politique. Elle répondra à l'impérieuse nécessité d'élever le niveau d'éducation et de formation dans l'ensemble du pays. À cet effet, chaque capitale régionale sera dotée d'une université ou au moins d'un établissement universitaire », promet-il. Au niveau qualitatif, les élèves seront initiés à l'outil technologique dès leur plus jeune âge. Et « dès le cycle secondaire, ils devront participer à un projet technologique de leur niveau,



« sous l'encadrement de leur enseignant, dont la pertinence et la qualité entreront pour beaucoup dans leur réussite annuelle ». Enfin, pour ce qui

est du niveau supérieur, Maurice Kamto propose de réduire les filières généralistes des sciences humaines et sociales. Celles-ci cèderont la

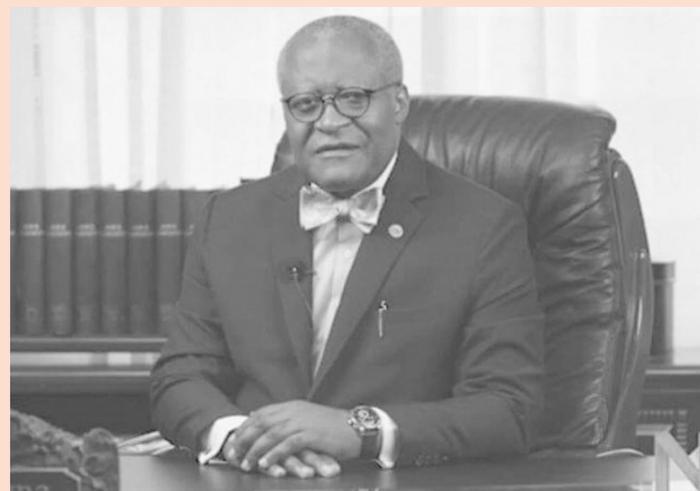
place aux « filières techniques qui seront choisies et renouvelées en fonction des ambitions de développement du pays ».

La modernisation des infrastructures

Le candidat du Fpd ambitionne de former un leadership local, d'assurer l'accès à l'éducation pour tous, de moderniser le système éducatif et de l'orienter vers des besoins du marché camerounais.

Mamie Tinguetin (stagiaire)

Dans le programme de l'ex bâtonnier au barreau du Cameroun, et candidat à l'élection présidentielle du 7 octobre prochain Akere Tabeng Muna, figure la section réservée à l'éducation. Le candidat entend stimuler le développement du pays qu'il a pour ambition de diriger, par la qualité de l'éducation que recevront les citoyens. En effet, le candidat du Front populaire pour le développement (Fpd) envisage la multiplication des établissements scolaires maternels primaires et secondaires en vue de les rendre plus accessibles dans les coins les plus reculés, notamment « l'accès pour tous à l'éducation de la nouvelle République ». Les écoles et les établissements secondaires seront implantés sur des courtes distances, notamment les arrondissements et départements. En ce qui concerne le Supérieur, il faut « au moins une université comportant toutes les filières et offrant des cours de premier et de troisième cycle, y compris l'Enseignement professionnel ..., soit créée dans chaque région », précise le programme. Le candidat ne se limite pas à l'accès à



l'éducation mais également à sa qualité. Le programme se soucie du cadre de travail et de la nature des enseignements qui seront dispensés s'il venait à être le candidat élu au terme de l'échéance du 7 octobre. Ainsi, il entend procéder à la mise en place des meilleures conditions de travail des enseignants et la modernisation des infrastructures. Au plan de l'amélioration du cadre éducatif, la création d'un environnement décent pour des enseignants chargés de la transmission des connaissances est envisagée. « La nouvelle république récompensera vos énormes

sacrifices et améliorera vos conditions de travail, votre habitat ainsi que votre rémunération », a promis le candidat Akere Muna. Il faudra également selon le programme, adapter cette éducation au contexte camerounais afin qu'elle participe à la résolution des problèmes du pays et de répondre à une demande précise. Il va falloir donc orienter « l'éducation et la formation vers les besoins du marché », et réinstaurer les « bourses d'excellence et d'innovation », pour encourager l'effort des uns et des autres, et de sortir de la médiocrité

Arrimage aux normes internationales

Tel est le message du principal parti de l'opposition pour marquer la rupture d'avec celui en vigueur qu'il traite de sclérosé.

Joseph Makon

Présent sur les réseaux sociaux depuis l'annonce de sa candidature à la présidentielle d'octobre, Joshua Osih, candidat du Social démocratique front (Sdf), dans son programme politique, en ce qui concerne l'Éducation, voudrait arrimer le système éducatif Camerounais aux normes internationales. Il propose donc le slogan "l'éducation 2.0. Ces mesures fortes, comme par exemple l'instauration d'un Programme 2.0, basé sur le développement des infrastructures et des capacités numériques des établissements scolaires viendront changer la mentalité nationale. Il s'agira notamment de faire des tablettes connectées des outils de travail quotidien pour les plus jeunes. L'objectif étant de faire du numérique un savoir fondamental, au même titre que parler, lire, écrire ou compter. Ce rêve du député du Wouri repose sur le fait que les enfants doivent être biberonnés très tôt à la sauce du numérique, pour mieux s'intégrer dans leur



monde et être utiles, le moment venu, à leur pays. Tout au long de son mandat, Joshua entend également procéder à la numérisation et à la large diffusion des outils pédagogiques et académiques, cela permettra d'assurer l'uniformisation des méthodes

d'apprentissage à l'échelle fédérale.

Démocratisation du savoir. La démocratisation des savoirs étant un phénomène international, les élèves et étudiants devront régulièrement consulter leurs cours en ligne,

faire des recherches approfondies et même se connecter à des bibliothèques dématérialisées se trouvant à l'autre bout du monde, pour accéder aux ouvrages les plus prestigieux. Dans la même lancée, Joshua Osih promet s'atteler à ce que toutes les universités soient équipées de laboratoires du Numérique, pour que les jeunes étudiants formés sur place, d'ici à la fin de son "futur septennat", soient capables de rivaliser avec les génies les plus pointus d'Afrique voire du monde, en matière technologique. Selon l'enfant prodige du parti de Fru Ndi, les enseignants eux aussi devront obligatoirement être outillés pour se mettre à la hauteur des attentes portées sur cette transfiguration du système éducatif national.

Éducation et culture. Joshua promet mettre sur pied des programmes visant à promouvoir grâce au Numérique, les savoirs traditionnels, car l'identité culturelle et l'histoire du Cameroun passe avant tout par la culture. De cette manière, outre l'objectif didactique, cette initiative réponde, selon le candidat du Sdf, à un besoin industriel. Les spécialistes de la zone franche qu'il compte mettre sur pied auront ainsi la charge de créer des outils hardware (des appareils, des gadgets, etc.) mais aussi software, c'est-à-dire des applications, des logiciels et des programmes "made in Cameroon", vitrine de notre savoir-faire et de notre vision du monde. Au vu de la polémique actuelle sur le sujet du manuel scolaire, la revue des curriculums d'études et du mode de sélection des ouvrages sera un objectif clef de son mandat. Il rêve ainsi d'un Camerounais fier de sa culture, fier de ses racines, résolument Africain et décolonisé.

Les propositions de Matomba et de Garga

C'est une véritable réforme de l'éducation qui sera opérée si le candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), Serge Espoir Matomba, est élu à l'issue du scrutin du 07 octobre prochain. « Nous définirons une loi d'orientation unique de l'éducation. Elle déclinera l'organisation et le fonctionnement du système éducatif camerounais. Quant aux différents sous-systèmes, nous avons engagé des échanges avec les différents spécialistes de l'éducation pour voir la possibilité de les uniformiser. Cet échange se fait dans une démarche inclusive », précise-t-il. Pour le Purs, « l'éducation est le secteur le plus dégradé de [notre] société ». Une déchéance qui est tributaire des différents systèmes mis en place. Tout en déplorant le manque d'infrastructures et surtout l'accentuation des formations garantissant la dépendance des Camerounais dès l'obtention de leurs diplômes. Le candidat au fauteuil présidentiel promet ainsi de revoir totalement la formation à partir du primaire et du secondaire, d'actualiser la formation de l'éducation civique et morale. Des orientations, qui pour le Purs, permettront d'apporter des réponses concrètes au secteur de l'éducation. Quant à la proposition de Garga Haman, sa particularité réside dans la mise en place d'un système tourné vers la « spécialisation des élèves dès le second cycle de l'enseignement secondaire » et le renforcement de l'enseignement professionnel. Le « chasseur de baleines » propose une « refonte du système » éducatif camerounais qui selon lui, est jusqu'ici « déséquilibré » et favorise « l'injustice ». Pour Garga Haman Adji, « il n'a jamais existé de politique d'éducation au Cameroun ». La refonte envisagée ici devra à la fois « être adaptée au contexte de la nation et ouverte au monde extérieur et aux progrès scientifiques et techniques ».

Mamouda Labaran

L'offre de Cabral Libii

Le candidat investi par le parti Univers entend revoir à la hausse le nombre de recrutements d'enseignants et intégrer le bilinguisme intégral de la maternelle en terminale.

Annette Mindjié (stagiaire)

Dans le secteur de l'éducation, Cabral Libii propose une éducation dont la mission et les innovations devraient conduire le Cameroun vers le progrès et l'industrialisation, selon son programme politique intitulé « Le Cameroun qui protège et qui libère les énergies ». L'implémentation d'un tel projet passera alors par la conjugaison de plusieurs facteurs notamment: le recrutement des enseignants, la diversification de l'offre d'enseignement, l'adaptation des contenus et l'établissement des passerelles entre l'université et les secteurs de la vie économique. Il s'agira donc pour ce jeune candidat, de procéder à « 22.000 recrutements par an en raison de 11.000 pour le Secondaire, 10.000 pour le Primaire et 1000 pour le Supérieur. La contractualisation de tous les vacataires des lycées et universités, ainsi que la contractualisation et l'affectation de tous les instituteurs dès la sortie des Écoles normales d'instituteurs de l'enseignement général (Enieg) et celles de



l'enseignement technique (Eniet), soit 10.000 personnels chaque année », renseigne le quotidien Mutations dans l'une de ses éditions du mois d'août.

Toujours dans son programme de société, le candidat déclare que s'il est élu président de la République au soir du prochain scrutin présidentiel, il procédera également à l'instauration du « bilinguisme intégral de la maternelle en terminale avec le français et l'anglais comme langues d'enseignement, et non plus seulement comme langues enseignées ». Par ailleurs, dès

septembre 2019, il introduira les séries : techniques agropastorales (Tap) et introduction aux Arts plastiques (Ap) (la peinture, la sculpture, l'architecture) dans les lycées d'enseignement technique, polyvalents, ruraux et semi-urbains. Cabral Libii compte aussi octroyer des bourses d'études d'une valeur de 125.000 francs Cfa par mois à tout étudiant en Master en génie industriel, agronomique ou en thèse, couplées de la diminution des frais de pension de moitié pour tous les étudiants des établissements publics du Cameroun.

LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

200 foyers améliorés distribués aux femmes à Bangangté

À l'occasion de la signature d'un partenariat entre l'Onu-Habitat, le Groupement d'appui pour le développement durable (Gadd) et la mairie dirigée par Célestine Ketcha Courtès, le 29 août.

Diane Abada

En effet, selon les signataires, la convention tripartite Programme des Nations unies pour les établissements humains (Onu-Habitat), le Groupement d'appui pour le développement durable (Gadd) et la mairie va faire bénéficier à la ville de Bangangté, et ce, pour une durée de quatre mois, renouvelables, un financement pour la fabrication et la distribution de 10 000 foyers améliorés dans les ménages, la formation des formateurs pour la fabrication des lanternes et des lampadaires à énergie solaire et des foyers améliorés. Il s'agit d'un projet qui vise à promouvoir les des énergies durables et lutter contre les changements climatiques tel que recommandé par l'Accord de Paris (France) sur le climat de 2015. Dans cette optique, 750 foyers améliorés de type Sweet Mother Stove dont 375 par commune (Bangangté et Fokoué à l'ouest du Cameroun) seront distribués et les bénéficiaires devront contribuer à hauteur de 20% (soit 2000 Fcfa) pour permettre aux autres d'avoir accès à cette technologie. Le 29 août dans la ville chef-lieu département du Ndé, contre la modique contribution de 2000 Fcfa, 200 foyers améliorés ont été distribués à 200 ménages. Sans oublier qu'il y a quelque temps, des femmes de la ville lauréate du Prix des Nations unies pour le Service public (2014) ont bénéficié de la première vague de distribution de 100 foyers améliorés.



Les premiers foyers améliorés à la disposition des populations

Il est à relever que la mise en œuvre de cette phase pilote de diffusion des technologies renouvelables se déroulera exclusivement dans deux communes (Bangangté et Fokoué) retenues pour leur expertise avérée en la matière.

Réponse aux Odd. Ce projet vient renforcer le travail déjà mené dans les deux villes avec l'appui de l'Association

internationale des maires francophones (Aimf) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat (Cop 21) en 2015. Et la dynamique et pragmatique maire, Célestine Ketcha Courtès, de renchérir : «Ce projet vise à réduire la pauvreté et à accompagner le président de la République Paul Biya et le

gouvernement à accomplir les engagements pris lors des Accords de Paris sur le climat pour répondre aux Objectifs du développement durable (Odd)». La protection de l'environnement étant l'un des objectifs prioritaires de la commune de Bangangté dirigée par Mme Ketcha Courtès, depuis 2007.

BEAUTE FEMININE

La dépigmentation de la peau dicte sa loi

Au Cameroun, l'éclat artificiel a pris le dessus sur le naturel, les dames en sont les plus touchées par cette transformation.

Corine Ewolo (stagiaire)

De nos jours, il y'a un phénomène véritablement ancré dans l'esprit des camerounaises, c'est « le djansang » c'est-à-dire La dépigmentation de la peau noire. Et du coup, la majorité des femmes veulent absolument devenir "blanche" et se livrent ainsi à l'agression morbide de leur peau noire. Peu importe comment. Et pourtant cette pratique est non seulement budgétivore, tellement néfaste pour leur santé, mais surtout incommode pour leur entourage. Quitte à être multicolores ou "Fanta" dans les endroits découverts et "coca cola" dans les recoins. Cependant, tout ce qu'elles possèdent vient de l'extérieur. Elles n'hésitent pas à se dénaturer et à plonger dans le faux et l'usage du faux. A cet effet il n'ya pas d'âge, toutes y passent en matière de beauté féminine au Cameroun. Ainsi, le préfabriqué dicte curieusement sa loi : mèches, greffes, postiches, tissages, et perruques, voilà les préférences des camerounaises en matières de cheveux. C'est la preuve d'une



véritable crise d'identité, une sorte de déni de sa propre personnalité, une vraie usurpation. En outre, le marché des faux ongles fait fureur au Cameroun. Les camerounaises sont férues de la pose de faux ongles et s'en foutent ainsi des risques de santé sur leurs doigts et leurs orteils. Le plus souvent, elles se font ainsi poser ces faux "Longo Longo" ongles par les hommes et y mettent diverses décorations. Toujours dans la même lancée, les faux yeux sont

aussi préfabriqués à travers l'extension de faux cils et sourcils, la tendance semble avoir pris l'ampleur chez les camerounaises. Ces dernières se baladent ainsi dans les rues, oubliant que cette colle peut causer des brûlures douloureuses. Nombreuses sont celles qui rêvent d'avoir une poitrine généreuse, ce qui pousse donc ces femmes à adopter de faux seins silicones, les mamelons réalistes sont également inclus dans la masse. Elles

voudraient avoir des seins qui rebondissent, de ce fait, quand les silicones ne peuvent s'obtenir, ce sont des soutiens rembourrés qui prennent la relève pour garder l'impression d'avoir toujours les seins "debout", Tout cela permet de remonter le volume de la poitrine et faire baver les hommes. Les faux seins paraissent ainsi comme étant naturels, pourtant rien de cela.

CHANTIERS DE LA CAN 2019

Un hôtel échoue au test de résistance à Garoua

Les photos circulant sur les réseaux sociaux et faisant état de l'effondrement du stade de Garoua sont en effet ceux d'un essai d'avant bétonnage sur le lieu de construction de l'infrastructure prévue pour le rendez-vous sportif, a-t-on appris de l'entreprise en charge des travaux.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Brèves

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE 2022

Le Cio en faveur de la candidature du Sénégal

A Pyeong Chang en février, la session du Cio avait décidé à l'unanimité que l'édition 2022 des Jeux Olympiques de la Jeunesse serait attribuée au continent africain. Aux côtés des candidatures de la Tunisie, du Nigéria et du Botswana, la commission du Comité International olympique (Cio) a pris la décision de proposer le Sénégal comme pays hôte de la 4e édition des Jeux Olympiques de la Jeunesse. Cette proposition s'appuie sur le rapport de la commission d'évaluation du comité international olympique. Le vice président a à cet effet déclaré : «ce pays d'Afrique de l'ouest propose un projet reposant sur une forte ambition pour la jeunesse et le sport. Les opportunités y sont nombreuses.»

BOUSCULADE AU MATCH SÉNÉGAL-MADAGASCAR

Une affaire de ticket d'entrée au stade

La rencontre Sénégal - Madagascar de dimanche qui a causé la mort d'une personne et 37 blessés s'inscrivait dans le cadre de la deuxième journée des éliminatoires de la Can 2019. Approchés par le journal malgache Mada, les responsables de match ont affirmé que les billets d'entrée avaient déjà été épuisés des heures avant la rencontre mais des supporters tenaient à assister au match. C'est ainsi qu'une longue file d'attente dans l'espoir d'avoir un ticket a été créée occasionnant la bousculade.

CAN U 20 DE VOLLEYBALL

Les lionceaux à Abuja

En préparation depuis un mois à Yaoundé, la sélection nationale masculine de volleyball U20 s'est envolée hier en direction d'Abuja pour participer à la Coupe d'Afrique des Nations prévue du 12 au 20 septembre 2018. La réunion technique est prévue ce jour. L'entraîneur national Leetouang Albert a retenu 14 volleyeurs sur les 28 présélectionnés. L'équipe féminine dans la même discipline et catégorie a terminé 3e à l'issue de la Can féminine U-20 qui a eu lieu la semaine dernière au Kenya.



À travers un communiqué de presse de Bertille missi Bikoun, directeur de la communication, du marketing et des relations publiques de l'entreprise Prime Potomac, l'on apprend qu'aucun incident de cette nature n'est survenu sur les chantiers dont elle en a la charge. «Les travaux sur les chantiers des stades d'entraînement de Coton Sport, de Reyré, du Cenajes et de Poumpourmé se poursuivent sereinement. Idem sur les chantiers de l'hôtel La Bénoué et l'Hôtel des Sports»

Pourtant, la photo circulant a bel et bien été prise dans un chantier de Garoua vendredi vers 12 heures, mais le fait a été détourné selon les explications de la société Mota-Engil Cameroun en charge des travaux de l'hôtel en construction où a été prise la photo. «La société Mota-Engil Cameroun informe le public que le

vendredi 7 septembre 2018 peu avant 12h, le coffrage prévu pour recevoir un segment de la dalle du premier étage de l'hôtel en chantier s'est affaissé peu avant le coulage du béton. C'était pendant les tests de résistance de l'échafaudage, c'est à dire avant le bétonnage. Cet incident mineur qui n'a fait aucune

victime, encore moins de blessé, a malheureusement retardé de quelques jours le coulage du béton sur cette surface de 35m² située à l'aile gauche du bâtiment, entre deux poutres, à côté de la piscine extérieure du futur hôtel 4 étoiles de 70 chambres», pouvait-on lire dans le communiqué de presse de Jorge N. Rocha,

contract manager de l'entreprise. Selon ce même communiqué, l'enquête ouverte après l'incident a révélé que l'érosion causée par les eaux de pluies est à l'origine de l'effondrement. «En effet, la structure en bois supportant le coffrage avait été construite plus de deux semaines auparavant. La forte pluviométrie enregistrée dans la ville de Garoua, associée au temps mis par le coffrage depuis sa construction ont imposé la réalisation des tests de résistance avant la mise en œuvre du béton. C'est au cours de cet exercice préventif que l'ouvrage support s'est affaissé». A cet effet, pour réajuster la fausse manœuvre, un nouveau «compactage de la plateforme avant la construction de l'échafaudage et du coffrage avec un matériel plus robuste» a été envisagé d'après les responsables du chantier

JEUX OLYMPIQUES DE 2020

Les chances de qualification des karatékas

Les Camerounais sont à la recherche de points pour améliorer leur place au classement mondial avant le tournoi qualificatif.

M.T
(stagiaire)

28 athlètes dames et messieurs ont représenté le Cameroun au championnat d'Afrique de karaté à Kigali la semaine dernière. Les karatékas ont enregistré 1 médaille d'or, 1 en argent et 11 en bronze. Cette performance rétrograde certains athlètes dans la course aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020. En effet, l'échéance était un rendez-vous important dans le circuit qualificatif des Jeux olympiques de Tokyo 2020. Outre l'objectif qui était de glaner des médailles, et figurer parmi les leaders africains, il était également question de gagner le maximum de points, en vue d'améliorer la position des athlètes au classement mondial, car seuls les karatékas figurant dans le top 100 peuvent prétendre à une qualification directe pour les Jeux Olympiques de 2020. «Ça ne badine pas dans



chaque catégorie. Il faut être classé parmi le Top 100 mondial pour rester dans les circuits olympiques. Il est important de reconquérir les titres africains pour mieux se repositionner dans le ranking. Comme le système le demande, à la veille de

chaque championnat d'Afrique, les points dans le ranking sont divisés par deux. Et là si vous échouez au championnat vous vous retrouvez rétrogradé dans le classement», avait déclaré Oscar Tchoffo, entraîneur de l'équipe nationale senior

messieurs, avant le départ pour Kigali. Mais tout n'est pas perdu pour les karatékas n'ayant rien mis dans leurs escarcelles au Rwanda, car il existe trois processus de qualification à savoir : l'ordre au ranking, le tournoi qualificatif et la place de la solidarité olympique. En plus de cela, les compétitions de karaté sont classées et «coefficiées» comme suit : Championnat du Monde coefficient D12, championnat d'Afrique D6 et les Open et karaté One ont un coefficient de 3. Les karatékas Camerounais ont assisté au mois de juin au karaté one d'Istanbul (Turquie) et à ce jour 9 athlètes se retrouvent dans le Top 100 du classement mondial des meilleurs dans la discipline. D'autres ont également une chance de se rattraper car plusieurs saisons sportives sont prévues avant le rendez-vous de Tokyo.

COMMUNIQUÉ N° _____ /ISSAM/P/SG du _____

Portant ouverture du concours d'entrée en 1ère année du cycle de Brevet de Technicien Supérieur (BTS) de l'Institut Supérieur des Sciences, Arts et Métiers (ISSAM), au titre de l'année académique 2018/2019.

LE PRESIDENT DE L'ISSAM COMMUNIQUE :

Un concours d'entrée en 1ère année du cycle de Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est ouvert à l'Institut Supérieur des Sciences, Arts et Métiers (ISSAM) au titre de l'année académique 2018/2019 dans les spécialités suivantes :

FILIÈRES	SPÉCIALITÉS	QUOTAS
Génie Électrique	<i>Électrotechnique (ET)</i>	100
Génie Informatique	<i>Génie Logiciel (IGL)</i>	80
	<i>Informatique Industrielle et Automatismes (IIA)</i>	80
	<i>Maintenance des Systèmes Informatiques (MSI)</i>	80
Réseaux et Télécommunications	<i>Télécommunications (TEL)</i>	60
	<i>Réseaux et Sécurité (RES)</i>	60
Études Médico-Sanitaires	<i>Sciences Infirmière (SIN)</i>	120
Sciences et Techniques Biomédicales	<i>Techniques de Laboratoire et d'Analyse Médicale (TLB)</i>	100
<i>N.B. L'admission dans les filières scientifiques et techniques ci-dessus se fera par voie de concours écrit</i>		
Commerce - Vente	<i>Commerce International (CIN)</i>	120
	<i>Marketing - Commerce - Vente (MCV)</i>	120
Gestion	<i>Assistant Manager (AMA)</i>	60
	<i>Assurance (ASS)</i>	60
	<i>Banque et Finance (BQF)</i>	60
	<i>Comptabilité et Gestion des Entreprises (CGE)</i>	100
	<i>Gestion Logistique et Transport (GLT)</i>	40
Information et Communication	<i>Journalisme (JOU)</i>	60
	<i>Communication des Organisations (COM)</i>	60

N.B. L'admission dans les filières ci-dessus se fera sur étude de dossier

Message

I- CONDITIONS REQUISES

Les candidats doivent être titulaires des diplômes requis pour les spécialités ci-après :

1) Filière Génie Electrique
Spécialité : (ET)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E, F1, F2, F3, F4, F5 ;
- Brevet de Technicien en MA;
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

2) Filière Génie Informatique
Spécialités : (IGL, IIA, MSI)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E, F1, F2, F3, F4, F5 ;
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

3) Filière Réseaux et Télécommunications
Spécialités : (TEL, RES)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

4) Filière Commerce – Vente
Spécialités : (CIN, MCV)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

5) Filière Gestion
Spécialités : (AMA, ASS, BQF, CGE, GLT)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

6) Information et Communication
Spécialités : (JOU, COM)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

7) Études Médico-Sanitaires
Spécialité : (SIN)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

8) Sciences et Techniques Biomédicales
Spécialité : (TLB)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D
- GCE A-Level ;
- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

II- CONSTITUTION DU DOSSIER :

Les dossiers complets de candidature qui seront reçus au service de la scolarité de l'ISSAM de Yaoundésis à Minkan et à l'IUT de l'Université de Doualadu 13 au 22 août 2018, comprendront les pièces suivantes :

1. une fiche de renseignement dûment remplie à télécharger sur le site web de l'ISSAM : www.issamschool.cm ;
2. une copie certifiée conforme de l'un des diplômes donnant droit à l'inscription à l'ISSAM de Yaoundé ;
3. une copie certifiée conforme de l'acte de naissance datant de moins de trois (03) mois ;
4. un certificat médical précisant l'aptitude du candidat à poursuivre des études supérieures, délivrée par un médecin de l'administration ;
5. quatre (04) photos d'identité 4x4 du candidat ;
6. un reçu de versement bancaire d'un montant de quinze mille (15 000) francs CFA à titre de droits d'inscription à déposer dans toute agence BICEC, compte n° 10001 06863 665118563001 clé 17 ou dans toute agence CCA, compte n° 10005 00253455101 clé 22 ;
7. une enveloppe A4 timbrée à 400 francs CFA, portant l'adresse du candidat ;
8. une photocopie simple de la Carte Nationale d'Identité.

Les candidats ne disposant pas encore de leur diplôme de baccalauréat peuvent fournir :

- une photocopie certifiée conforme du relevé de notes du Bacc/GCE AL ou
- une photocopie du bordereau des résultats du baccalauréat signé par l'Office du Bacc.

Le concours sur épreuves écrites sera organisé simultanément le samedi 25 août 2018 dès 7:30 à l'ISSAM sis à Minkan et à l'Université de Douala (IUT).

Fait à Yaoundé, le

LE PRÉSIDENT

Ampliations :

- Recteur Université de Douala
- Directeur IUT de Douala
- Vice-Président Commission

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018

• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG /DDES/ ESUP /SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm